

Thème	Résumé	Revendications
1 – Des moyens pour lutter contre les discriminations et la haine anti-LGBTI+	Nous subissons au quotidien des discriminations et violences liées à notre sexualité, identité de genre et santé, y compris dans le milieu médical (transphobie, grossophobie, sérophobie...). Les pouvoirs publics doivent s'engager fortement contre les LGBTI-phobies, notamment la transphobie et les mouvements anti-trans. Les victimes doivent être protégées et accompagnées, les auteurs condamnés. Nous demandons un plan national ambitieux contre les discriminations et la haine anti-LGBTI+, ainsi que des moyens humains, matériels et financiers pour les associations de défense des droits humains.	<p>Protéger toutes les victimes de harcèlement et de violences, notamment en milieu scolaire, au travail, sur Internet, dans le sport, dans l'espace public et en milieu familial, par la mise en place d'actions concrètes et sanctionner les auteurs de discours haineux, notamment dans les médias et sur Internet.</p> <p>Des moyens matériels, financiers, et humains pour les associations de défense des droits humains, pour la lutte et la formation contre les violences sexistes et sexuelles et les discriminations.</p> <p>Un engagement fort des pouvoirs publics dans la lutte contre les LGBTI-phobies, en particulier contre la transphobie et contre les mouvements anti-trans.</p> <p>L'intégration des différentes sexualités, sexes et identités de genre dans les programmes de formations initiales et continues (fonctionnaires, enseignement, santé, administrations, forces de l'ordre, etc.).</p> <p>Un engagement des pouvoirs publics dans la lutte contre la sérophobie.</p> <p>Condamner les caisses d'Assurance Maladie qui refusent les ALD (Affection Longue Durée) pour transidentité de façon systématique.</p> <p>Respect des droits des personnes handicapées et psychiatisées par leur désinstitutionalisation, l'application des recommandations de l'ONU et la prise en compte des besoins spécifiques des personnes LGBTI+ handicapées.</p> <p>Lutte contre la grossophobie médicale, en particulier dans l'accès à la PMA, aux chirurgies liées aux transitions...</p>
2 – Personnes LGBTI+ exilées	Les personnes LGBTI+ exilées subissent dans leur pays d'origine de graves menaces et violences. Sur notre territoire, elles subissent, en plus, des discriminations et violences liées à leur origine réelle ou supposée. L'État doit en tenir compte dans les demandes d'asile, et garantir une allocation et un hébergement pour vivre dignement et en sécurité.	<p>Un hébergement et une allocation assurés pour toutes les personnes en demande d'asile, notamment un hébergement protégé qui tient compte des besoins spécifiques des personnes LGBTI+.</p> <p>La prise en compte des questions de santé psychique à tous les niveaux des dispositifs de prise en charge de la demande d'asile.</p>
3 – Sensibilisation du grand public et éducation populaire	Nous demandons des campagnes d'information et d'éducation populaire au consentement, à l'égalité et à la diversité des sexes, des identités de genre, des relations affectives, à la transidentité et l'intersexuation, qui soient adaptées à l'âge et aux besoins des élèves dès la maternelle, et élaborées entre le gouvernement et nos associations LGBTI+.	Des campagnes d'information et d'éducation populaire au consentement, à l'égalité et à la diversité des sexes, des identités de genre, des relations affectives, à la transidentité et l'intersexuation, qui soient adaptées à l'âge et aux besoins des élèves dès la maternelle, et élaborées entre gouvernement et associations communautaires LGBTI+.
4 – Sexes et identités de genre	Nous exigeons le respect de l'autodétermination des personnes transgenres et intersexes. Les personnes intersexes subissent encore des opérations et médications d'assignation sans leur consentement libre et éclairé ; les victimes doivent être accompagnées et indemnisées. Le changement de genre à l'état civil doit se faire en mairie sur simple déclaration.	<p>Le libre choix des parcours de transitions et des médecins les accompagnant, y compris pour les mineur·es, avec le retrait du projet de loi visant à encadrer la prise en charge des mineur·es en questionnement de genre et l'abolition des protocoles pathologisants.</p> <p>L'arrêt des mutilations et médications d'assignation des personnes intersexes jusqu'au libre choix de la personne, et l'accompagnement et indemnisation des victimes.</p> <p>Reconnaître le droit à l'autodétermination des personnes mineures, sans l'accord nécessaire des responsables légaux, notamment en milieu scolaire (amélioration de la circulaire Blanquer du 29 Septembre 2021).</p> <p>Autoriser le changement de genre en mairie, libre et gratuit, sur simple déclaration.</p>
5 – Études de santé, campagnes nationales de prévention	La santé sexuelle LGBTI+ reste sous-étudiée. Nous demandons des recherches médicales et pharmaceutiques adaptées, notamment pour les personnes trans et intersexes, ainsi que pour les sexualités entre femmes et entre hommes, et des campagnes nationales de prévention, incluant le mal-être et le suicide.	<p>Des études épidémiologiques et des actions de prévention à destination des personnes transgenres, intersexes, et des femmes ayant des relations sexuelles avec d'autres femmes.</p> <p>Inclusion des personnes transféminines dans les études et les campagnes de prévention FSF (Femmes ayant des relations Sexuelles avec des Femmes), et des personnes transmasculines dans les études et les campagnes de prévention HSH (Hommes ayant des relations Sexuelles avec des Hommes).</p> <p>Des campagnes de santé sexuelle régulières et pertinentes, ainsi qu'une déstigmatisation des personnes séropositives.</p> <p>Prendre en compte la santé mentale des personnes LGBTI+ dans les campagnes de prévention</p>
		Un accès au dépistage des différentes IST (Infections Sexuellement Transmissibles) gratuit, rapide et garanti sur tous les territoires.

<p>6 – Garantir l'accès à la santé dans les faits, partout, pour toutes</p>	<p>Nous rencontrons de fortes difficultés matérielles et financières d'accès à la santé. Nous demandons, sur tout le territoire, un accès réel à l'information, à la prévention, au dépistage des IST et à la contraception choisie. Le droit à l'IVG doit être garanti pour toutes, pas uniquement les femmes. L'accès aux soins, y compris en santé mentale, doit être assuré malgré les pénuries.</p>	<p>Un accès effectif, gratuit et sans distinction d'âge aux différents moyens de prévention des IST, du VIH et des hépatites (les digues dentaires, préservatifs interne, lubrifiant...).</p> <p>Un accès effectif, gratuit, sans distinction d'âge, de sexe, de genre, et d'orientation sexuelle et sans délai aux différents moyens de contraception, garanti sur tous les territoires.</p> <p>Un accès effectif, gratuit, pour toutes et sans délai, à l'IVG garanti sur tous les territoires, ainsi que la suppression de la mention de "femme" dans l'article de la constitution sur l'IVG.</p> <p>La garantie universelle d'accès aux soins et aux traitements pour les personnes séropositives au VIH ou aux hépatites, y compris pour les personnes incarcérées, exilées et travailleuses du sexe.</p> <p>Garantir l'information à la santé sexuelle et à la réduction des risques dans tous les établissements médico-sociaux, résidences pour personnes âgées, établissements psychiatriques et lieux de privation de liberté.</p> <p>Inclure les personnes trans dans les études d'autorisations de mise sur le marché des traitements hormonaux et prévenir les pénuries de ces traitements.</p> <p>Rendre effectif le droit de mise sur le marché des œstrogènes injectables.</p> <p>Garantir une prise en charge à 100% par l'Assurance Maladie de tous les traitements hormonaux, y compris les bloqueurs de puberté.</p> <p>Création d'une accessibilité réelle au soutien psychologique dans les structures publiques et associatives formées aux enjeux LGBTI+ par des organisations de personnes concernées.</p> <p>La PREP (Prophylaxie Pré-Exposition ou Pre-Exposure Prophylaxis en anglais) accessible pour toutes.</p> <p>Un accès simplifié, universel, gratuit et effectif aux mesures de prévention et aux traitements contre les IST, le VIH et les hépatites, accompagné d'une vraie campagne d'information.</p> <p>L'arrêt des politiques libérales de destruction du système de santé et de protection sociale et l'investissement massif dans le système de santé publique.</p>
<p>7 – Le droit à la famille</p>	<p>Nos droits à la vie familiale sont limités. Cela concerne l'adoption et la reconnaissance du lien de filiation entre l'enfant et ses parents sociaux. Nous demandons aussi un réel accès à la Procréation Médicalement Assistée (PMA), y compris pour les personnes trans. Personne ne devrait avoir à choisir entre identité de genre et fertilité : les personnes trans et intersexes doivent pouvoir conserver leurs gamètes. Accéder à ce droit demande aussi des campagnes de dons de gamètes en faveur des personnes LGBTI+ racisées.</p>	<p>La pleine reconnaissance du lien de filiation entre l'enfant et chacun de ses parents sociaux.</p> <p>L'arrêt des discriminations en raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre dans les jugements d'adoption et de garde.</p> <p>Permettre la reconnaissance anticipée gratuite et directement en mairie (actuellement la reconnaissance anticipée n'est accessible que chez un notaire).</p> <p>Rétablir maintenant le dispositif permettant d'adopter son enfant aux femmes ayant eu un enfant avec une femme, hors cadre de la reconnaissance conjointe.</p> <p>Un droit effectif à la PMA (Procréation Médicalement Assistée) libre, gratuite et accessible à toutes, y compris pour les personnes transgenres.</p> <p>Faire des campagnes de dons de gamètes ciblées pour favoriser notamment l'accès à la parentalité aux personnes racisées.</p> <p>La fin des discriminations par les centres de conservation des gamètes envers les personnes transgenres et intersexes.</p> <p>L'accès à la méthode ROPA (Réception des Ovocytes de la Partenaire) pour toutes.</p> <p>L'homogénéisation des pratiques à l'ensemble des CECOS (délais, méthodes proposées, accès aux gamètes...).</p>

8 – Travail du sexe	Pour la protection de toutes les travailleuses du sexe, nous demandons la fin des politiques répressives, comme la pénalisation des clientes et les arrêtés anti-prostitution, qui isolent et mettent en danger en forçant à travailler cachées.	Abrogation de la loi de pénalisation des clientes des travailleuses du sexe et des arrêtés municipaux ou préfectoraux réprimant la prostitution, et mettant ainsi en danger les travailleuses.
9 – Milieu carcéral	Les lieux de privation de liberté exposent particulièrement les personnes LGBTI+ aux violences. Les personnes trans sont détenues dans des prisons selon le genre qui leur a été assigné à la naissance et sont placées systématiquement à l'isolement. Nous demandons une protection de la sécurité des personnes LGBTI+ qui respecte leur identité de genre.	La protection des personnes LGBTI+ en milieu carcéral, en particulier le respect des besoins spécifiques communs des personnes transgenres incarcérées et l'arrêt de leur placement systématique à l'isolement.